



BIOGRAPHIES DES INTERVENANT·ES

Concevoir des politiques publiques efficaces pour prévenir et gérer les cas des personnes migrantes disparues

23 et 24 avril 2025

Messages introductifs et d'accueil

Antonio Gutiérrez Limones, Vice-Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (Espagne, SOC)

Gianluca Esposito, directeur général des droits humains et de l'Etat de droit du Conseil de l'Europe

Gianluca Esposito est directeur général des droits humains et de l'Etat de droit du Conseil de l'Europe depuis août 2024. Il était auparavant directeur de Cabinet de la Secrétaire générale et du Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe. Il a également été secrétaire exécutif du Groupe d'États contre la corruption (GRECO), chef du service des problèmes criminels, et chef du service de l'égalité et de la dignité humaine. Mr Esposito a commencé sa carrière au Conseil de l'Europe en 1995, où il a participé à la négociation de plusieurs conventions et autres instruments juridiques dans les domaines de la nationalité, de la lutte contre la corruption, de la cybercriminalité, de l'efficacité de la justice, de la lutte contre la traite des êtres humains, du blanchiment d'argent, du terrorisme et de son financement.

Julian Pahlke, membre de l'APCE (Allemagne, SOC), rapporteur pour suivi de la Résolution 2569 (2024) « Personnes migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile disparues – Un appel à clarifier leur sort »

Julian Pahlke a été membre du Bundestag allemand de 2021 à 2025 (*Alliance 90 / Les Verts*) et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (SOC), où il est rapporteur sur les personnes migrantes disparues. Son rapport « Concevoir des politiques publiques efficaces pour prévenir et gérer les cas des personnes migrantes disparues » a été adopté par l'Assemblée parlementaire en 2024. Julian Pahlke participe activement aux efforts de recherche et de sauvetage en Méditerranée depuis 2016 et a occupé des rôles clés dans diverses organisations de la société civile, notamment *Jugend Rettet e.V.* et *SOS Mediterranée Deutschland e.V.* Il a obtenu un diplôme de master de la University of Southern Denmark et de l'Europa-Universität Flensburg.



Discours liminaires

Gehad Madi, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants des Nations Unies

Gehad Madi a été nommé rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des migrants en novembre 2023. Avant d'être nommé rapporteur spécial, M. Madi a été membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU (2011 - 2023). Au cours des dialogues avec les États partis, il a fourni des conseils et des recommandations concernant les droits des migrants, des réfugiés et des enfants demandeurs d'asile, ainsi que de leurs familles. Il a également collaboré avec d'autres organes conventionnels de l'ONU, à savoir le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Comité des droits des personnes handicapées, le Comité contre la torture, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'homme. Avant de travailler pour l'ONU, il a occupé divers postes diplomatiques, notamment celui d'ambassadeur d'Égypte au Royaume-Uni et en Inde. M. Madi est titulaire d'une licence en langue et littérature allemandes, ainsi que d'une licence en droit de l'université Ain Shams.

Julia Black, Projet Migrants Disparus de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Julia Black est chargée de projet à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), où elle coordonne le projet « Migrants disparus » depuis près de dix ans. Basée au centre de données de l'OIM à Berlin, Mme Black a dirigé les travaux visant à constituer la seule base de données accessible au public sur les décès et les disparitions sur les routes migratoires dans le monde entier. Elle est fréquemment citée dans les médias pour plaider en faveur de la fin des décès de personnes migrantes grâce à la mise en place d'itinéraires sûrs et légaux pour les personnes en déplacement. De manière plus générale, son travail porte sur la migration irrégulière, les droits des migrant·es et la collecte de données sur les populations difficiles à atteindre. Elle est également co-rédactrice des rapports « Fatal Journeys » de l'OIM sur les décès et disparitions de migrant·es et est l'autrice de nombreuses autres publications sur les migrations irrégulières. Elle est diplômée de l'université de Californie, Berkeley et de la Hertie School of Governance à Berlin.

Tareke Brhane, président du Comitato Tre Ottobre

Tareke Brhane est né en Érythrée, pays qu'il a fui à l'âge de 17 ans pour éviter la conscription militaire forcée à vie. Il a affronté de nombreux risques, dont la mort, la violence et l'emprisonnement, au cours de son périple vers la Sicile, qu'il a atteinte en 2005. Depuis lors, il s'est engagé à aider ceux qui ont connu le même sort que lui. M. Brhane a travaillé comme médiateur culturel à Lampedusa et dans le sud de l'Italie pour Save the Children et Médecins Sans Frontières. Il aide les demandeur·euses d'asile et est le président du Comitato Tre Ottobre, une association fondée à la suite du tragique naufrage survenu au large de l'île de Lampedusa le 3 octobre 2013, dans lequel 368 personnes ont perdu la vie. L'organisation plaide pour une journée de commémoration au niveau national et européen, tous les 3 octobre, en hommage à toutes les personnes migrantes qui périssent en mer et à celles qui risquent leur vie pour les sauver. Le 12 décembre 2014, dans le cadre du XIVe Sommet mondial des lauréats du prix Nobel de la paix, Tareke Brhane a reçu la « Médaille du Sommet de la paix pour l'activisme social » pour s'être consacré à la sensibilisation aux questions relatives aux réfugié·es en Italie, après avoir été lui-même réfugié, et pour avoir créé le Comitato afin que les victimes ne soient pas oubliées.



Florian von König, responsable du plaidoyer au niveau mondial - Agence centrale de recherches, Comité International de la Croix Rouge (CICR)

Florian von König est le responsable mondial du plaidoyer de l'Agence centrale de recherches du CICR. Avant de rejoindre le CICR, il a travaillé pendant onze ans aux Nations unies en tant que responsable des affaires politiques au sein du département des opérations de maintien de la paix et du Comité des personnes disparues à Chypre. M. von König a également travaillé comme conseiller politique auprès du représentant spécial de l'Union européenne et de la mission de police PROXIMA de l'UE à Skopje, comme observateur des frontières avec l'OSCE en Géorgie, ainsi qu'avec la Banque mondiale et la mission des Nations unies au Kosovo. Il est diplômé en relations internationales de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève (MSc) et de la London School of Economics (BSc).

Discours

Dr. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Michael O'Flaherty a été élu par l'APCE en janvier 2024. Il est le cinquième Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Avocat irlandais spécialisé dans les droits de l'homme, le Commissaire O'Flaherty a été directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2015-2023), membre du Comité des droits de l'homme des Nations unies (2004-2012), commissaire en chef de la Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord (2011-2013) et a occupé divers postes au sein du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, notamment dans la mise en place d'opérations dans des pays touchés par des conflits tels que la Sierra Leone et la Bosnie-Herzégovine. Il a été professeur de droits de l'homme aux universités de Nottingham (Royaume-Uni) et de Galway (Irlande), où il a également dirigé leurs centres des droits de l'homme. Il est actuellement professeur adjoint (honoraire) à l'Université de Maynooth et à l'University College Dublin. Il a publié de nombreux ouvrages dans le domaine des droits de l'homme.

Prof. Cristina Cattaneo, professeure titulaire de médecine légale à l'université de Milan et directrice de LABANOF (Laboratoire d'Anthropologie Médico-légale et d'Odontologie)

Cristina Cattaneo est professeure titulaire de médecine légale à l'université de Milan (La Statale) et directrice de LABANOF, laboratoire d'anthropologie légale de l'université. Elle est consultante et experte en médecine légale auprès de divers tribunaux en Italie et en Europe et collabore avec le Bureau du commissaire aux personnes disparues pour l'identification des personnes migrantes décédées en mer. Elle réalise également des évaluations médico-légales de victimes vivantes de violences sexuelles et domestiques, ainsi que de demandeur-euses d'asile victimes de torture. La professeure Cattaneo est co-rédactrice en chef de la revue "Forensic Science International" et lauréate du prix Clyde Snow de l'Académie américaine des sciences médico-légales pour ses travaux et recherches en sciences médico-légales et humanitaires. En 2017, elle a été décorée du titre de Commandeur de la République italienne.



Table Ronde 1 – Enquêter sur les cas de disparitions dans le contexte migratoire (para. 15-18 de la RES 2569 (2024))

Dr Morris Tidball-Binz, Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires des Nations Unies

Morris Tidball-Binz (Viña del Mar, Chili, 1957) a été nommé rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires le 1er avril 2021. Il est médecin spécialisé dans les sciences médico-légales, les droits humains et l'action humanitaire, notamment en faveur des personnes migrantes disparues. Au cours des 40 dernières années, il a mené des missions d'enquête, d'évaluation technique et de renforcement des capacités dans plus de 80 pays de toutes les régions du monde.

Salvatore Vella, procureur en chef, bureau du procureur de Gela, Italie

Salvatore Vella est actuellement le procureur en chef du bureau du procureur général de Gela. Il est procureur depuis 1999. M. Vella s'est occupé de la lutte contre le crime organisé, avec de nombreuses enquêtes contre la *Cosa Nostra* sicilienne. Pendant plus de 20 ans, il a participé à la lutte contre l'immigration irrégulière en Méditerranée centrale, coordonnant les enquêtes clés liées à l'île de Lampedusa au cours des dernières années. En 2019, il a été rapporteur pour l'Italie à la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNODC).

Tania Delabarde, anthropologue légiste, Institut médico-légal de Paris (IML)

Tania Delabarde (PhD, HDR) est anthropologue légiste à l'Institut médico-légal de Paris depuis 2013, où elle est chargée de coordonner l'identification des défunts sans identité. Elle a travaillé auparavant pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, les Nations Unies, l'Institut français d'études andines et le Comité international de la Croix-Rouge. Auteur du premier livre sur l'anthropologie médico-légale en France (2014), elle a également publié de nombreux articles dans des revues à comité de lecture. Ses recherches comprennent l'étude du squelette pour l'identification et l'analyse histologique des lésions osseuses avec l'équipe de recherche BABEL (UMR8045) du CNRS et elle enseigne l'anthropologie médico-légale à l'Université Paris Cité.

Panagiotis Maniatis, procureur général au tribunal de première instance d'Athènes

Panagiotis Maniatis est procureur général et travaille actuellement au sein du bureau du procureur au tribunal de première instance d'Athènes. Il possède une expérience pratique de 20 ans dans le service des poursuites, ayant été déployé à différents postes et affecté à de multiples tâches. Il a été membre national adjoint pour la Grèce à Eurojust (2017-2022), membre national de nombreux comités d'experts de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et des Nations unies sur différents sujets et a été nommé point focal dans des réseaux liés à la coopération judiciaire internationale en matière pénale. Au cours des dix dernières années, il s'est occupé d'affaires de trafic de personnes migrantes et de traite des êtres humains, au niveau national et international. Dans ce cadre, M. Maniatis a supervisé des enquêtes nationales et coordonné les autorités nationales en ce qui concerne les enquêtes parallèles en cours dans des juridictions étrangères.



Table Ronde 2 – Impliquer les familles tout au long du processus (para. 6, 12, 25.2, 25.5 and 25.7 de la RES 2569 (2024))

Sarah Klingeberg, conseillère régionale en matière de déplacement interne et de migration pour l'Europe et l'Asie centrale, Comité International de la Croix Rouge (CICR)

Sarah Klingeberg travaille à Bruxelles en tant que conseillère régionale en matière de déplacement interne et de migration pour l'Europe et l'Asie centrale au CICR. Avant de rejoindre le CICR, elle a travaillé pendant sept ans à la Croix-Rouge de Belgique en Communauté française en tant que conseillère en migration. Au cours des vingt dernières années, elle a travaillé en tant qu'experte en migration en Europe et en Afrique pour soutenir la réponse opérationnelle aux besoins des personnes migrants, l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de plaidoyer pour le respect des droits des migrant-es ainsi que la promotion de l'autonomisation des migrant-es.

Batoul Karbijha, co-fondatrice, Association des familles des demandeurs et demandeuses d'asile disparu-es

Batoul Karbijha est cofondatrice de l'association *Families of Missing Asylum Seekers* et défenseure des droits humains. Depuis 2014, elle s'est engagée activement dans les questions de migration, en défendant les droits des personnes migrantes disparues et de leurs familles. L'association sert de plateforme aux familles pour chercher des réponses sur leurs proches disparus, participer aux efforts de recherche, découvrir le sort des disparu-es et accéder à un soutien juridique et psychologique. Originaire de Syrie et aujourd'hui installée aux Pays-Bas, Mme Karbijha a une expérience directe de la tragédie des personnes migrantes disparues, puisque sa propre sœur, Maysoon, a disparu. Elle s'est exprimée lors de nombreuses conventions des Nations unies, a collaboré avec des ONG nationales et internationales et a fait activement campagne pour le droit des familles à être impliquées dans les processus de recherche et de justice. Outre ses activités de défense des droits humains, elle est également réalisatrice de documentaires, produisant des films qui mettent en lumière les questions liées à la migration et aux droits humains. Grâce à son activisme et à ses films, elle a fait entendre la voix des migrant-es et de leurs familles, en mettant en lumière leurs luttes, en défendant leurs droits et en s'efforçant d'élucider le sort de ceux et celles qui ont disparu.

Syd Bolton, The Last Rights Project

Syd Bolton est l'un des cofondateurs de l'association britannique Methoria et de ses projets *First Rights/Last Rights*, qui œuvrent à la promotion et à la protection des droits et des intérêts des enfants migrants et des familles endeuillées de ceux qui ont perdu la vie à la suite à leur voyage de migration. M. Bolton a obtenu son diplôme d'avocat au Royaume-Uni en 2000. Il réside actuellement en France et n'exerce pas au Royaume-Uni. Il est spécialisé dans la défense des droits de l'enfant et des droits des personnes migrantes, dans le monde entier. Il a travaillé comme avocat pour des enfants maltraités, des enfants enrôlés de force, des victimes de la traite, des survivant-es de la torture et des familles de personnes migrantes disparues ou décédées. M. Bolton a écrit et publié de nombreux articles dans des revues spécialisées et a contribué à la pratique juridique, à des textes universitaires et à la formation d'autres juristes et prend régulièrement la parole lors d'événements organisés par l'ONU, des ONG internationales, au niveau européen ou national. En 2024, il a témoigné devant la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées de l'APCE, ce qui a conduit à la rédaction d'un rapport sur la nécessité de clarifier le sort des personnes migrantes disparues.



Table Ronde 3 – Quelles bases de données ? Répondre aux défis et aux besoins dans le contexte des disparu-es en migration (para. 13, 14, 18-23, 25.3 de la RES 2569 (2024))

Lieutenant Pantelis Themelis, police hellénique - Centre de coordination conjoint pour la coopération et la gestion de crise, commandant de l'équipe grecque d'IVC

Le lieutenant-colonel de police Pantelis Themelis a obtenu en 2001 le grade de lieutenant de police à l'académie nationale de police. Il a travaillé dans diverses agences, notamment à la direction de la police de l'Attique, à la division antiterroriste, à la direction de la sécurité des Jeux olympiques et à la direction de la gestion des crises. Il travaille actuellement au centre de coopération pour les opérations conjointes et la gestion des crises du siège de la police. Il est spécialisé dans les domaines de la gestion des crises, de la planification des exercices, de l'évaluation des menaces et des risques, de l'évaluation de la vulnérabilité et de la protection des infrastructures critiques. Il a également suivi une formation spéciale sur la gestion des menaces « CBRNE ». Lieutenant Themelis est titulaire d'un master dans le domaine de la gestion des crises et des incidents critiques de l'Université nationale d'Athènes. Depuis 2011, il est chercheur associé au Centre d'études sur la sécurité du ministère hellénique de l'ordre public et de la protection des citoyens. Il enseigne également à l'Académie nationale de police, à l'Académie militaire et dans d'autres institutions. Depuis 2021, il est le commandant de l'équipe grecque d'identification des victimes de catastrophes (DVI) et a géré avec succès plusieurs catastrophes.

Dr. Susan Hitchin, coordinatrice de l'unité ADN, INTERPOL

Patricia Bárcena García, deuxième adjointe du Défenseur du Peuple espagnol

Patricia Bárcena García occupe actuellement le poste de deuxième adjointe du Défenseur du Peuple espagnol. Elle supervise les questions liées à l'économie, à l'environnement, à la migration et à l'égalité. Mme Bárcena García est avocate spécialisée dans les droits humains, le droit des étrangers et le droit relatif à la protection internationale. Elle a participé à diverses missions d'observation des droits humains au Mexique, au Guatemala et en Colombie. Avant de rejoindre le bureau du Défenseur du Peuple, elle a occupé des postes de direction au sein des organisations de la société civile *CEAR-Euskadi* et l'Ordre des avocats de Biscaye en Espagne.

José L. Prieto (MD, DDS, PhD), chef du service de pathologie médico-légale, Institut de médecine légale et des sciences médico-légales de Madrid

José L. Prieto dirige actuellement le service de pathologie médico-légale de l'Institut de médecine légale et des sciences médico-légales de Madrid. Il est docteur en médecine, spécialisé en médecine légale et en odontologie. Le Dr Prieto est membre de l'organisme national des médecins légistes d'Espagne depuis 1988, ainsi que du conseil consultatif de médecine légale. Il a également été consultant pour le Comité international de la Croix-Rouge, le rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, et la Cour pénale internationale. Depuis 1997, il est également professeur au département de médecine légale, de psychiatrie et de pathologie de la faculté de médecine de l'université Complutense de Madrid.



Table Ronde 4 – La coopération transfrontalière sur les personnes migrantes disparues : les bonnes pratiques (para. 13, 25.4 et 25.5 de la RES 2569 (2024))

Claudia Guarneri, point focal pour les personnes migrantes disparues, responsable du groupe de travail « politique migratoire européenne » au Ministère fédéral des Affaires étrangères allemand

Claudia Guarneri est le point focal allemand pour les personnes migrantes disparues. Elle est chargée de mission au sein du groupe de travail sur la politique migratoire européenne du ministère fédéral des affaires étrangères allemand. Auparavant, elle était directrice adjointe du centre d'information allemand à l'ambassade d'Allemagne à Washington, D.C. Claudia Guarneri est titulaire d'une licence et d'un master en sciences politiques de l'université de Heidelberg.

Mercedes Salado Puerto (PhD), directrice pour l'Eurasie et le Moyen-Orient, Equipe Argentine d'Anthropologie Médico-Légale (EAAF)

Mercedes Salado Puerto, PhD, est membre de l'équipe argentine d'anthropologie médico-légale (EAAF) et est actuellement la directrice pour l'Eurasie et le Moyen-Orient. Elle est spécialisée dans les enquêtes médico-légales ainsi que la recherche et l'identification de personnes disparues dans différents contextes. Depuis 1998, elle a été témoin-experte dans de nombreuses enquêtes médico-légales et a participé à des missions de formation et de conseil dans de divers pays du monde. Elle est membre du groupe consultatif médico-légal du CICR, du groupe consultatif médico-légal du rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et de l'Association latino-américaine d'anthropologie médico-légale (ALAF).

Pape Lamine Diop, conseiller technique, Secrétariat d'Etat aux Sénégalais de l'Extérieur, Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères du Sénégal